

NOURRIR LES MEDITERRANEENS

R. Lignon*

Ingénieur agronome, 55 ans, Raymond Lignon dirige depuis 1970 le Centre International de Hautes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM) à Paris, organisation qui entreprend diverses recherches coopératives dans le bassin méditerranéen sur les systèmes agro-alimentaires et les problèmes d'éco-développement. Il analyse ici ce que nous offre l'avenir en termes de ressources alimentaires dans les pays riverains de la Méditerranée.

Les dix-huit nations riveraines de la Mer Méditerranée, ne constituent pas un ensemble politique et économique structuré. Elles diffèrent entre elles par leur religion et leur mode de pensée, par l'organisation politique et économique qu'elles se sont données et par leur degré de développement.

Zone de transition entre les pays industrialisés et les pays en développement rattachés à des ensembles économiques, politiques ou culturels plus vastes, entre le « Nord » et le « Sud », à la jonction de trois mondes, l'euro-péen, l'africain et l'asiatique qui n'ont cessé au cours des âges de se pénétrer, la région méditerranéenne est difficilement saisissable faute d'informations cohérentes et facilement accessibles.

Et pourtant il existe une civilisation méditerranéenne qui se définit par rapport à l'histoire de l'humanité dont elle constitue une phase essentielle; par rapport aussi à son unité géographique et climatique faite de contrastes agressifs entre la plaine et la montagne, l'eau et le désert, l'ombre et la lumière. Rien n'est plus facile, de sentir au débouché d'un col, l'instant où l'on pénètre en Méditerranée. « La première impression est splendide, une impression de lumière et de rayonnement, mais on éprouve tout de suite le sentiment de la précarité et même de je ne sais quelle pauvreté. »

Un calcul difficile

L'unité de la civilisation méditerranéenne s'exprime aussi dans la cuisine dont la saveur et les odeurs se retrouvent d'un bout à l'autre de la région. Cependant, en se référant à la classification mondiale des pays par zones alimentaires,* on constate que les pays méditerranéens appartiennent à deux groupes différents.

Le groupe B dans lequel l'alimentation est à base de blé et de produits animaux comprend les pays de la rive Nord ainsi qu'Israël.

Le groupe D dans lequel l'alimentation est à base de blé comprend les pays de la rive Sud et de la rive Orientale.

Dans les pays du groupe B, notamment les pays européens, les céréales et singulièrement le blé apportent un peu plus du tiers des calories et des protéines tandis que le cinquième des calories et la moitié

des protéines proviennent des produits d'origine animale.

Dans les pays de la rive méridionale et de la rive orientale, les deux tiers des calories et des protéines proviennent des céréales tandis que les produits animaux n'apportent que le dixième des calories et le cinquième des protéines.

Il convient de souligner tout d'abord que les études sur les niveaux de consommation des principaux produits sont quasi inexistantes dans les pays de cette zone. D'une part ces pays ont porté peu d'attention jusqu'à une date récente aux problèmes alimentaires bien que la sous-nutrition et surtout la malnutrition soient un problème essentiel; d'autre part, le calcul des rations alimentaires déjà très difficile à réaliser dans les pays bien outillés est encore plus aléatoire dans les pays où la population rurale vit en économie de quasi autosubsistance. La Tunisie et l'Algérie ont cependant entrepris un effort en vue de préciser les besoins alimentaires des populations en vue de les prendre en compte dans la planification du secteur rural. Le tableau I permet de comparer la consommation alimentaire de la Tunisie avec celle des pays de la rive nord. Sans accorder aux chiffres une trop grande valeur, on constate que les céréales occupent une place relative beaucoup plus importante et que la consommation des produits animaux et des fruits et légumes est nettement inférieure à celle des pays du nord.

Pour évaluer la situation alimentaire et la malnutrition, il faut se référer aux normes définissant les besoins énergétiques et protéiques. Le besoin énergétique d'un individu en bonne santé d'une catégorie d'âge et de sexe donnée; les besoins protéiques étaient calculés en se fondant sur les quantités consommées dans les pays développés et estimées à 1 gr de protéines par kilogramme de poids corporel. Les physiologistes ont considéré que cet apport pouvait être excessif et même nuisible et ont introduit la notion d'apport de sécurité estimé à 0,57 gr par kilogramme de poids corporel, c'est-à-dire environ la moitié de la norme précédente.

* Source FAO

* Secrétaire Général du Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes

Ces remarques ont pour but de justifier la prudence avec laquelle les données chiffrées concernant l'alimentation doivent être manipulées. Il n'en reste pas moins vrai que si les populations les plus riches peuvent souffrir de troubles provoqués par l'hyper nutrition (maladies cardiovasculaires), les catégories les plus pauvres et les plus exposées en revanche, manifestent des maladies liées à une alimentation insuffisante ou ne contenant pas les éléments protecteurs de la santé. Globalement on peut considérer que la valeur énergétique de la ration alimentaire dans les pays de la rive nord est supérieure à 2 700 Kcal/pers/jour, alors que celle des populations des pays de la rive sud et de la rive orientale ne dépasse pas 2 500 Kcal/pers/jour. 50% des ménages ruraux tunisiens (soit 44 % des ménages de la Tunisie) avaient, à la fin des années 60 une ration alimentaire inférieure à la moyenne nationale. Cette situation est généralisée dans les zones défavorisées où les récoltes sont précaires ainsi que dans les zones péri-urbaines où sévit le sous-emploi. Dans certains pays comme l'Algérie, la Syrie ou la Libye, un très fort pourcentage de la population vit dans les zones semi-arides ou arides (70 % en Algérie, 60 % en Syrie), où la production agricole est aléatoire.

Les jeunes qui représentent plus de 40 % de la population des pays de la rive sud et de la rive orientale ont des besoins alimentaires particulièrement importants qui ne peuvent pas dans de nombreux cas être satisfaits.

Aussi peut-on dire que si la situation alimentaire est satisfaisante dans les pays européens de la région méditerranéenne, elle est souvent insuffisante quantitativement et qualitativement dans le reste du bassin méditerranéen. Pour couvrir les besoins nutritionnels, ces pays doivent à la fois accroître les disponibilités et réduire les inégalités de la distribution des produits alimentaires.

Le Sud : plus défavorisé

Cette différence entre le « Nord » et le « Sud » est d'autant plus préoccupante que de nombreux indices montrent qu'elle va en s'aggravant. Le taux moyen d'accroissement de la population dans les pays européens est, à de rares exceptions près, inférieur à 1 % alors que dans le reste du bassin méditerranéen il atteint et dépasse même 3 %, ce qui entraîne une augmentation du pourcentage des jeunes. (tableaux II, III, V).

La production alimentaire croît moins vite dans les pays du « Sud » que dans les pays du « Nord ». D'une façon générale la croissance de la production alimentaire dans le monde s'est ralentie depuis les années 60. A l'exception de quelques pays méditerranéens du « Sud » le taux de croissance de la production alimentaire est inférieur au taux de croissance démographique. Ainsi la dépendance alimentaire de ces pays risque de s'accroître.

Cette dépendance alimentaire vis à vis des grands pays exportateurs est d'autant plus grave que les stocks de céréales des pays exportateurs sont particulièrement faibles. Le Ministère de l'Agriculture des États-Unis considère que les réserves s'élevaient aux environs de 1970 à 250

millions de tonnes et ne dépasseront pas 100 millions en 1976 soit 31 jours de consommation céréalière dans le monde. Le taux de croissance économique des pays méditerranéens a été jusqu'à une date récente relativement élevé. La Libye et l'Algérie grâce au pétrole, le Maroc grâce aux phosphates ont bénéficié d'un taux de croissance particulièrement élevé. Bien que cette augmentation du revenu national ne se soit pas encore répercutée sur les dépenses de consommation, il est cependant certain qu'elle entraînera à plus ou moins brève échéance un accroissement de la demande alimentaire. L'incidence de l'augmentation du revenu sur la consommation alimentaire est particulièrement nette dans les pays européens. La question qui se pose est de savoir comment les pays en développement pourront faire face à l'augmentation de la demande intérieure.

Il convient enfin de souligner qu'on assiste dans la région méditerranéenne à une urbanisation intense, notamment dans les régions littorales, liée au développement de l'industrie et des services (tourisme). Cet exode rural aura des conséquences importantes sur les habitudes alimentaires du fait du mode de vie et de l'organisation du travail (notamment le travail des femmes) ainsi que de l'insertion de nouvelles couches de population dans des systèmes de distribution auxquels elles ne participaient pas autrefois. En particulier, la consommation de produits transformés et quelquefois de plats cuisinés a tendance à se développer dans les grandes métropoles du pourtour méditerranéen. Le taux de croissance des grandes villes est nettement supérieur dans les pays du « Sud » à celui des pays européens (10 à 12 % contre 3 à 4 % en général en Europe). Ce changement est renforcé par les émigrés à leur retour d'Europe où ils ont acquis des habitudes alimentaires des pays industrialisés.

Consommation de céréales : multipliée par 3 en 2000 ?

La part des céréales dans l'alimentation des pays européens de la Méditerranée tend à diminuer pour se rapprocher du niveau des pays européens industrialisés et même dans certains cas (Espagne, Portugal) pour se situer en dessous du niveau de la Communauté; Cependant, l'utilisation des céréales dans l'élevage augmente rapidement. En France, par exemple, la part des céréales fourragères est passée de 58 % en 1956 - 1960 à 66 % en 1970-1971. L'Italie et la Yougoslavie tout en étant de gros consommateurs, manifestent une légère tendance à la baisse, avec cependant une substitution du riz, du seigle et du maïs par le blé.

Dans les pays méditerranéens en développement, la consommation des céréales s'accroît rapidement à la fois à cause d'une plus grande consommation par habitant et de la croissance démographique. Il est très aventureux de faire des hypothèses. Cependant, les études du Dr Autret en Algérie montrent que, dans ce pays la consommation des céréales pourrait être multipliée par 2 à 3 d'ici l'an 2000, dans le cas où la valeur énergétique de la ration alimentaire moyenne atteindrait 2 600 calories. Le déficit de la production pourrait osciller entre 1 million et 4 millions de tonnes (tableau IV).

Les pays méditerranéens produisent actuellement 10 % de la production mondiale de céréales, dont près de la moitié en France et en Italie. Ils importent 18 % des produits mis sur le marché mondial. Seule la France assure son auto-provisionnement, la Turquie, la Yougoslavie et la Grèce s'en rapprochent, tandis que tous les autres pays sont des importateurs importants par rapport à leur population. L'Italie et l'Espagne sont de gros importateurs de maïs destiné à l'alimentation animale, l'Algérie, l'Égypte importent respectivement 1 et 2 millions de tonnes de blé, le Maroc (700 000 t), le Liban, la Libye, la Syrie (400 000 t), la Tunisie (270 000 t). On peut résumer la situation en notant que 60 % de la population de la région dépend de l'extérieur pour la moitié au moins de son approvisionnement en céréales, et que dans la plupart des pays de la rive sud la situation se dégrade. La consommation de viande et notamment de viande bovine augmente de façon importante. En France, la consommation de viande augmente de 1,5 kg par personne et par an. En Italie, la consommation de viande est passée de 41 kg en 1906 à 53 kg par personne et par an en 1972; le niveau de consommation de la viande bovine a atteint la moyenne communautaire du fait de la faible utilisation de la viande de porc. En Espagne, entre 1967 et 1971, l'augmentation a été de 16 %, au Portugal de 40 %. Dans ce pays elle reste encore faible en raison de la forte consommation de poisson. On peut donc s'attendre à un accroissement de la demande.

Dans les pays de la rive sud, la consommation de produits animaux est faible, mais il y a une tendance très forte à l'augmentation de la demande. Cependant, cette tendance est freinée par la montée des prix due à la pénurie des approvisionnements. Selon les prévisions du Dr Autret, la consommation de viande pourrait être multipliée par 4 à 5 d'ici l'an 2000, et le déficit pourrait atteindre 500 000 tonnes vers l'an 2000, si les objectifs de nutrition sont atteints (tableau IV) en Algérie. L'augmentation de la consommation des produits de l'élevage entraîne un accroissement élevé de la consommation intermédiaire des céréales et des protéines végétales (notamment tourteaux de soja et céréales fourragères).

La consommation de sucre tend aussi à s'accroître notamment dans les pays des rives Sud et orientale où elle est encore faible par rapport aux pays européens : France 38 kg; Italie 30 kg; Algérie 19 kg; Égypte 17 kg.

La France, l'Égypte et la Turquie assurent leur approvisionnement, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, le Maroc et la Yougoslavie importent environ 50 %, l'Algérie, le Liban, la Syrie et Israël ont une production faible; la Tunisie, la Libye, Malte, Chypre et la Jordanie importent la totalité de leur consommation. Selon l'étude du Dr Autret la consommation de sucre en Algérie pourrait être multipliée par 2, 5 à 3 aux environs de l'an 2000 et le déficit pourrait atteindre 700 000 tonnes. Bien que la population méditerranéenne consomme de grandes quantités de fruits

*Nécropole de Thèbes (Égypte) :
une alimentation à base de blé
depuis des millénaires.*



et légumes, on constate une augmentation importante de la demande. Il en va de même en ce qui concerne les matières grasses et notamment la consommation de l'huile et des produits laitiers. C'est en Espagne que la consommation du lait liquide croît le plus vite (22 % entre 1967 et 1971).

Demande alimentaire : 40 % de plus en 1985

Compte tenu de l'augmentation des revenus et du taux de croissance démographique, il est probable que la région méditerranéenne connaisse une augmentation de la demande alimentaire très forte d'ici 1985. Elle portera essentiellement sur les céréales (40 %), la viande (50 %), le sucre (40 %), et les produits laitiers.

Mais on assiste aussi, plus particulièrement dans les pays européens, à une modification de la nature des produits consommés qui va dans le sens de la diversification des produits, de l'importance plus grande de la part des produits transformés et une expansion des aliments préparés. En ce qui concerne les pays du « Sud » les zones rurales supporteront les plus grandes difficultés d'approvisionnement car les importations rendues nécessaires pour faire face à la demande auront pour conséquence un renchérissement des produits alimentaires qui resteront hors de portée des ruraux. On peut voir là la source d'un conflit extrêmement grave entre les villes et les campagnes. Si dans la plupart des pays européens, les dépenses alimentaires ont une tendance relative à décroître dans le budget des ménages qui est en expansion parce que le niveau alimentaire est relativement suffisant, la situation est beaucoup plus grave dans le reste de la région.

Certains pays ne disposent pas et ne disposeront probablement pas des ressources financières suffisantes pour se procurer à l'extérieur les approvisionnements nécessaires, d'autant plus que la faiblesse des stocks allée à l'augmentation des coûts de production et de distribution provoquent une augmentation importante du prix des produits alimentaires.

Les pays qui possèdent des ressources financières provenant de l'exportation de produits de base importants (pétrole pour l'Algérie et la Libye, phosphates pour le Maroc) ne sont pas à l'abri des difficultés. Le Ministère des Finances de la République algérienne déclarait en janvier 1975 que « l'Algérie mangeait le tiers de son pétrole ». En effet, au cours de cette année, les importations nettes de produits alimentaires s'élevaient à 5,7 milliards de dinars alors que les exportations d'hydrocarbures rapportaient 18 milliards de dinars. Entre 1970 et 1975 les importations alimentaires ont été multipliées par 5 en valeur...

On ne peut distinguer dans la détermination de la hausse du coût de la consommation, ce qui est dû à l'amélioration de la qualité des aliments, aux modifications des rations (plus de protéines animales, plus de produits transformés) à la rareté des produits alimentaires ou à l'inflation générale.

Le problème alimentaire de la région méditerranéenne reflète les disparités entre la croissance démographique et le développement économique des pays du pourtour méditerranéen. Il va de soi que chaque

pays doit affronter des problèmes spécifiques, liés notamment à la situation actuelle de l'alimentation et de l'agriculture, aux prévisions concernant l'évolution de la demande, à sa capacité pour y faire face. Cependant, un objectif général est l'accroissement de l'efficacité du secteur agricole.

La recherche de cette efficacité dépend de nombreuses conditions dont les plus importantes sont la capacité du secteur rural à promouvoir son propre développement, des ressources naturelles disponibles (eau, sol, climat), des moyens techniques et financiers mis à la disposition des agriculteurs.

Les pays de la rive Sud sont particulièrement défavorisés du point de vue des conditions écologiques, du fait de l'extension des zones semi arides, arides et désertiques.

La mise en valeur de ces territoires par le potentiel qu'ils représentent notamment pour l'élevage est sans doute essentiel pour l'avenir de ces pays. Mais elle est particulièrement difficile et de nombreuses tentatives se sont soldées par des échecs. Dans de nombreux cas, le désert progresse et l'arrêt de cette progression (la barrière verte en Algérie) exige une véritable mobilisation nationale. Leur intégration dans l'économie du pays est encore très faible, les populations vivent en autosubsistance sauf dans les zones irriguées. Un véritable aménagement du territoire devrait permettre de définir leur place notamment, chaque fois que cela est possible, comme espaces industriels qui consomment une grande quantité de bonnes terres.

Dans les pays de la rive européenne, l'agriculture est de plus en plus intégrée dans l'économie générale (agro-industrie) de sorte qu'elle doit participer au processus de croissance globale. Les zones d'autosubsistance sont très restreintes et les agriculteurs sont aussi des consommateurs. Aussi les objectifs de la politique agricole et alimentaire sont essentiellement :

la recherche d'un niveau de production et d'approvisionnement stable de tous les consommateurs à des prix convenables, l'amélioration du revenu des agriculteurs, notamment par une approche régionale visant à réduire les disparités, la contribution du secteur agricole à la balance commerciale, l'amélioration de la qualité des produits, l'amélioration de l'environnement et la défense de la nature.

L'orientation de la production par une politique des prix adaptée constitue l'instrument privilégié de la mise en œuvre de cette politique. Cependant, le niveau des prix alimentaires échappe pour partie plus ou moins importante selon les pays au domaine de la politique agricole. Il faut voir là une grave insuffisance de cet instrument pour la solution du problème alimentaire.

Politique agricole : des objectifs contradictoires

Dans les pays en développement de la région, la politique agro-alimentaire a un double objectif : la recherche d'une sécurité nationale sur le plan alimentaire mais aussi l'amélioration du sort des agriculteurs qui constituent la partie la plus importante de la population. Ces deux

objectifs sont parfois contradictoires. Le secteur agricole égyptien doit à la fois rapporter des devises et satisfaire les besoins alimentaires nationaux. Les superficies disponibles étant limitées, le développement des cultures vivrières ne peut se faire qu'au détriment de la culture du coton ou des cultures fourragères. Actuellement, l'Égypte est contrainte d'importer de grandes quantités de produits alimentaires. D'ici à 1990, la question fondamentale qui va se poser est de savoir si l'Égypte doit développer ses cultures d'exportation, notamment le coton, et utiliser le supplément de devises pour acheter les céréales dont elle aura besoin.

Bien que les prévisions sur les prix des produits soient aléatoires, les experts de la FAO pensent que le développement de la culture du coton rapporterait plus de devises que l'achat de céréales sur le marché mondial n'en exigerait. Dans ce cas, il faudrait constituer des réserves alimentaires stratégiques dont le coût d'entretien peut être élevé. Mais les avantages de la culture du coton sont moins nets sur le plan du revenu agricole et les agriculteurs auront donc tendance à développer la culture des céréales. Il s'en suivrait un soutien très ferme de l'État pour le maintien de la culture du coton, soutien qui paraît être dans ses possibilités. En faveur du coton, il convient de noter qu'il favorise l'emploi et que ses besoins en eau sont inférieurs à ceux des céréales.

Il faut ajouter à cette analyse économique une dimension politique. Compte tenu de l'évolution du marché mondial des céréales, l'alimentation des Égyptiens dépendrait pour une grande partie de la production américaine.

L'Algérie entreprend une autre démarche visant à limiter sa dépendance alimentaire dans la mesure du possible. Après avoir établi des prévisions de consommation pour l'an 2000, les experts du Gouvernement algérien ont recherché les potentialités conventionnelles de l'agriculture, c'est-à-dire sans innovations particulières telles que l'utilisation d'eau de mer desalée, les cultures d'algues ou de bactéries, l'utilisation de la nappe albiennaise pour la mise en valeur de nouvelles terres au Sahara.

Les prévisions portaient sur le doublement des superficies irriguées, la reconversion des terres marginales vers des systèmes d'exploitation meilleurs que la céréaliculture actuellement pratiquée, l'élimination de la jachère grâce à des systèmes de cultures appropriés (assolements quadriennaux pour étendre les superficies embravées de 33 % à 50 %; accroissement des cultures légumières et fruitières, systèmes fourragers favorisant la production animale etc...).

La comparaison entre les potentialités conventionnelles et les besoins en l'an 2000 calculés sur la base des rations types s'établit ainsi (tableau VI).

On constate ainsi que même avec une politique de développement agricole volontariste, les potentialités agricoles « conventionnelles » de l'Algérie telles qu'elles ont été estimées, ne permettent pas de satisfaire les besoins alimentaires de l'an 2000 tels qu'ils ont été définis, une population de 35 millions d'habitants soit 2,2 fois plus qu'en 1973 (15 500 000 habitants), une ration alimentaire moyenne de 2 600 calories.

Tableau I - Comparaison des niveaux de consommation alimentaire en 1970-1971. Source O.C.D.E.-FAO

Kgr/Hab/an	Espagne	Yougoslavie	Grèce	Italie	Cee	Tunisie enquête FAO
Céréales	82	172	110	133	87	146
Pommes de terre	108	62	71	48	82	12
Sucre	27	27	22	28	34	28
Fruits	92	62	278	86	72	170
Légumes	134	66		145	114	
Viande	43	30	51	53	69	23
Oeufs	12	5		14	14	-
Lait et dérivés	93	73	89	70	82	88
Matières grasses	-	16		24	21	-
Poissons	28	6	17,6	-		7
Calories	2 720	3 141	2 900	3 170		2 600
Protéines	84	90	99	100		73
Protéines animales		26	34			20,7

Tableau II - Données générales sur les pays méditerranéens (source : Banque Mondiale-O.C.D.E.-FAO)

	PNB/hab en \$	Kg/calories hab/jour	Pro-téines gr/jour	Popu-lation en 000	% - de 15 ans	% popu-lation urbaine	Crois-sance démo-gra-phi-que
France	4 540	3 210	104	50.775	23,9	70,0	0,8
Israël	3 010	2 970	92	2.889	33,3	-	2,8
Italie	2 450	3 170	100	53.067	24,4	-	0,8
Grèce	1 870	2 900	99	8.892	25,1	53,2	0,7
Espagne	1 710	2 720	84	33.290	28,1	55,2	1,1
Yougoslavie	1 010	3 140	92	20.527	28,3	38,6	1,1
Malte	-	2 680	86	326	28,4		
Libye	3 530	2 540	61	1.889	43,7	29,3	3,7
Liban	940	2 380	70	2.787	-	60	2,9
Turquie	600	2 770	78	35.232	41,9	38,6	2,5
Algérie	570	2 180	68	14.012	47,2	50,4	3,2
Tunisie	460	2 600	73	5.137	45,9	40,1	-
Albanie	460	2 370	71	2.168	-		-
Syrie	400	2 530	70	6.098	47,2	43,5	3
Maroc	320	2 400	63	15.525	46,4	36,8	3
Égypte	250	2 360	66	33.229	42,8	43,2	2,5
Chypre	1 290	2 460	78	633	-		1,0

Tableau V - Dépenses et budgets alimentaires (taux de croissance annuel 63-70)

	Augmentation de la consommation alimentaire	Augmentation des prix alimentaires à la consommation	Augmentation des dépenses alimentaires courantes	Dépenses alimentaires en % du revenu disponible (boissons et tabac)	
				1963	1972
France	2,5	3,6	7	34,9	23,4
Grèce	4,0	2,8	7,3	12,5	32,6
Italie	4,0	3,0	7,7	39,9	33,6
Espagne		9,2	10,3	41,9	39

Tableau IV - Rations alimentaires de l'Algérie vers 1980 (source Dr. Autret)

Produits	Type Algérie actuelle		Type Tunisie		Type Algérie 1980	
	gr/jour	cal	gr/jour	cal	gr/jour	cal
Céréales	503	1 675	401	1 337	422	1 405
Féculents	73	65	33	23	88	78
Sucre	65	260	78	302	65	260
Légumineuses	11	36	17	60	17	60
Fruits et légumes	386	140	467	170	458	169
Viande	32	52	63	127	63	127
Oeufs	6	10	11	16	11	16
Poissons	6	8	19	13	19	13
Lait et dérivés	148	99	242	163	242	163
Matières grasses		255	44	389	35	309
calories/jour		2 500		2 600		2 600

Tableau III - Taux de croissance de la population, de la production et de la demande intérieure (période 1952-1972) (source FAO)

	Popu-lation	Pro-duc. alim. (1)	De-mande inté. (2)	% des be-soins (3)
France	1	3	2	127
Italie	0,7	2,9	2,3	126
Israël	3,4	7,7	4,9	115
Grèce	0,8	4	2,3	113
Espagne	0,9	3,4	3	106
Yougoslavie	1,2	4,5	2,4	125
Malte	0,1	3,2	1,2	89
Algérie	2,4	0,8	3,4	46
Égypte	2,6	3,4	3,8	100
Liban	2,8	5	3,1	92
Libye	3,6	5,3		109
Maroc	3	2,8	3,3	92

(1) Ne comprend pas les poissons.
 (2) Calculé sur la base de l'accroissement de population, du revenu par habitant et des estimations d'élasticité-revenu. Comprend le poisson.
 (3) Besoins physiologiques plus 10% pour tenir compte des pertes dans les ménages. Source FAO.

Tableau VI - Besoins alimentaires en 2000. Algérie

Produits	Poten-tialités en milliers	Besoins de tonnes
Céréales	5 000	6 000
Légumes secs	300	
Légumes frais	3 000	
Fruits	2 000	
Sucre	170	770
Huiles végétales	180	420
Viandes	450	670
Lait	1 700	3 100

Type Algérie actuelle : La structure de la consommation ne se modifie pas par rapport à la structure actuelle. La ration reste déséquilibrée.

Type Tunisie : La consommation est en 1980 du même type que la ration alimentaire tunisienne, ce qui donne une alimentation mieux équilibrée.

Type Algérie 1980 : La structure de la consommation évolue en fonction des habitudes alimentaires algériennes.

Besoins pour l'alimentation humaine (en 1 000 tonnes)

Céréales	6 000
Sucres	770
Viandes	670
Prod. laitiers	3 100
Huiles végétales	420

En Turquie, les importations de produits agricoles sont normalement très réduites puisqu'elles ne représentent que 3 % des importations totales en 1972. Les produits alimentaires importés sont les matières grasses, le café et le cacao. Mais en l'absence de stocks de sécurité, les importations de céréales sont nécessaires dès que la récolte est mauvaise. Aussi un grand effort a été entrepris pour améliorer les infrastructures et l'équipement industriel.

En fait les plans quinquennaux sont élaborés en fonction de l'entrée de la Turquie dans le Marché Commun, de sorte que l'autonomie alimentaire du pays ne se pose pas dans les mêmes termes que pour

Enfin, les facteurs les plus importants sont la formation des ruraux et les systèmes de diffusion du progrès, en vue de créer une société rurale dynamique. Des efforts considérables sont entrepris dans de nombreux pays notamment l'Algérie et la Tunisie pour mieux adapter le système éducatif aux problèmes du développement rural.

Changer les modèles de consommation

Mais si la pression démographique croît au rythme actuel, il est douteux que les pays méditerranéens en développement puissent faire face à leurs besoins. Il faudrait pour atteindre cet objectif remettre en cause les modèles de consommation,

variables. En fait, ces marchés internationaux ne constituent qu'un marché résiduel (9 % de la production de céréales, 4 % de la viande) de sorte que des changements peu importants dans l'offre engendrent des variations dans les prix hors de proportion par rapport aux règles normales du marché. Aussi le fait de parvenir à un taux élevé d'auto-provisionnement est considéré comme un succès des politiques agro-alimentaires nationales. Mais le coût économique et social de cette politique est très élevé.

Il est donc important pour les pays méditerranéens du « Sud » que s'établisse une coopération alimentaire mondiale. Elle est particulièrement difficile à établir



les autres pays, puisque l'auto-provisionnement pourra être assuré dans un cadre communautaire. De ce point de vue, la politique agricole et alimentaire de la Turquie tend à se rapprocher de la politique des pays européens de la Méditerranée. Dans la région méditerranéenne les conditions climatiques restent un facteur incontrôlable important. Elles provoquent de grandes variations dans la production dont les rendements dépendent essentiellement des pluies de printemps. C'est pourquoi tous les pays méditerranéens mettent en œuvre des projets d'irrigation dont l'exécution est relativement lente. On peut estimer à un siècle environ l'utilisation totale des périmètres d'irrigation syriens. De plus, les ressources en eau exploitables dans des conditions techniques et économiques raisonnables sont limitées. De plus, le régime des pluies, la pression démographique, les systèmes de production ont une action néfaste sur la conservation de la richesse des sols et les phénomènes d'érosion ont une grande importance.

notamment en ce qui concerne l'apport protéique, en provenance de l'élevage ainsi que l'évaluation de rations alimentaires par rapport aux types de rations des pays industrialisés. Or aucune étude approfondie n'a encore été entreprise dans ce domaine.

Enfin, la recherche de technologies nouvelles pour la mise en valeur des zones arides, l'utilisation de nouveaux produits (protéines de pétrole par exemple), la création de nouveaux systèmes de production favorisant l'emploi et satisfaisant dans la mesure du possible les besoins fondamentaux des populations pourraient constituer une démarche fructueuse vers l'amélioration de la situation. Mais alors apparaîtrait en Méditerranée du Sud un nouveau modèle de société complètement différent de celui des pays européens.

Les marchés alimentaires internationaux sont très instables à cause de la fluctuation des productions notamment en ce qui concerne les céréales, le sucre et le poids de pays comme l'URSS, l'Inde, la Chine dont les importations sont très

En 1985, la Méditerranée devra produire 40% de plus de céréales.

dans le cadre de la Méditerranée du fait que de nombreux produits sont en concurrence avec ceux des pays industrialisés, et notamment les pays méditerranéens de la rive européenne. Il faut espérer que les espoirs mis dans le dialogue euro-arabe et dans la politique méditerranéenne de la CEE ne seront pas vains, mais il ne serait pas réaliste de sous estimer les nombreuses difficultés de l'entreprise. Comme l'indiquait Fernand Braudel dans son ouvrage sur la Méditerranée au temps de Philippe II, écrit bien avant la création de la Communauté européenne, la Méditerranée, dans la mesure où elle imprègne fortement le midi de l'Europe n'a pas peu contribué à s'opposer à l'unité même de cette Europe.

R. L.